Les enseignants et les employés de l’éducation iranienne continuent de faire face à une répression sévère pour avoir défendu pacifiquement leurs droits et leurs libertés.

Au moins 15 enseignants ont été arrêtés et de nombreux autres convoqués pour être interrogés ou menacés par les services de sécurité pour leur participation à une grève de deux jours convoquée par le Conseil de coordination des associations des enseignants iraniens (CCITTA) dans de nombreuses villes d’Iran les 13 et14 novembre 2018.

Une grève précédente des enseignants les 14 et 15 octobre avait déjà entraîné l’arrestation de militants syndicaux enseignants. Ils exigent des salaires décents, une éducation gratuite de qualité pour tous, ainsi que le droit de constituer des organisations syndicales indépendantes et d’y adhérer. Ils demandent également la libération de tous les enseignants déjà détenus pour avoir défendu leurs droits.

En partenariat avec l’Internationale de l’Éducation, la fédération syndicale internationale, nous avons lancé une campagne en ligne appelant les autorités iraniennes à cesser toute persécution ou criminalisation des militants et syndicats indépendants défendant les droits des enseignants.

Pétition internationale :
https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3962&src=mm